



4 septembre 2023

(23-5903)

Page: 1/37

Comité des licences d'importation

Original: anglais

**RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES
DE LICENCES D'IMPORTATION¹**

**NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR
LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION (2023)**

JAPON

La communication ci-après, datée du 29 août 2023, est distribuée à la demande de la délégation du Japon.

Table des matières

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 1 PRODUITS DE LA MER | 2 |
| 1.1 Produits soumis à un contingent d'importation | 2 |
| 1.2 Produits soumis à une autorisation d'importation..... | 5 |
| 1.3 Système de documentation des captures..... | 7 |
| 2 PRODUITS AGRICOLES..... | 9 |
| 3 MÉDICAMENTS | 12 |
| 4 POUDRES PROPULSIVES | 13 |
| 5 PRODUITS NUCLÉAIRES..... | 15 |
| 6 ARMES..... | 16 |
| 7 FAUNE ET FLORE SAUVAGES..... | 18 |
| 8 SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE, CERTAINS DÉCHETS DANGEREUX, DÉCHETS, RÉSIDUS D'ARMES CHIMIQUES | 20 |
| 8.1 Produits soumis à un contingent d'importation | 20 |
| 8.2 Produits soumis à une autorisation d'importation..... | 22 |
| 9 BIENS CULTURELS..... | 24 |
| 10 ALCOOLS | 25 |
| 11 DIAMANTS BRUTS | 27 |
| 12 BIENS CULTURELS ENLEVÉS ILLÉGALEMENT D'IRAQ..... | 28 |
| 13 TOUS LES PRODUITS EN PROVENANCE DE CORÉE DU NORD | 29 |
| 14 ARMES ET AUTRES PRODUITS EN PROVENANCE DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | 30 |
| 15 CHARBON DE BOIS EN PROVENANCE DE SOMALIE | 31 |

¹ Le questionnaire figure à l'annexe du document G/LIC/3.

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| 16 ARMES CHIMIQUES ET AUTRES PRODUITS LIÉS AU PROGRAMME D'ARMES CHIMIQUES ET BIENS CULTURELS ENLEVÉS ILLÉGALEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE..... | 32 |
| 17 MERCURE ET PRODUITS CONTENANT DU MERCURE AJOUTÉ | 33 |
| 18 CERTAINS PRODUITS ORIGINAIRES OU EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE | 35 |
| 18.1 Prohibition à l'importation fondée sur le Décret sur le contrôle du commerce d'importation..... | 35 |
| 18.2 Prohibition à l'importation fondée sur le Décret sur le régime de change | 36 |

1 PRODUITS DE LA MER

1.1 Produits soumis à un contingent d'importation

Description succincte du régime

1. Le Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie (ci-après dénommé le "METI") établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles un contingent d'importation doit être attribué, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Les importateurs des produits figurant sur la liste doivent obtenir l'autorisation de les importer auprès du METI, conformément à l'article 4 du Décret. Les autorisations et les contingents d'importation ne sont accordés que lorsqu'ils ont été demandés conformément à l'article 9 du Décret.

Le METI publie la liste des produits soumis à un contingent d'importation dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits de la mer suivants ("ex" indique que seule une partie de la position est visée):

| Position du SH | Désignation des marchandises |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ex 03.01 ex 03.02 ex 03.03 ex 03.04 ex 03.05 ex 03.09 | Harengs, morues, sérioles, maquereaux, sardines, chinchards, balaous, œufs et laitances de morues, et niboshi (petits poissons bouillis et séchés pour assaisonnement) vivants, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure Farines et poudres de harengs, morues, sérioles, maquereaux, sardines, chinchards et balaous |
| ex 03.07 ex 03.09 | Coquilles Saint-Jacques, adducteurs de mollusques et crustacés, seiches, calmars et encornets (à l'exclusion des "Mongo ika") Farines de coquilles Saint-Jacques, d'adducteurs de mollusques et crustacés et de seiches, calmars et encornets (à l'exclusion des "Mongo ika") |
| ex 12.12 ex 20.01 ex 20.08 ex 21.03 | Algues marines comestibles et préparations à base d'algues |

3. En principe, le système d'autorisation s'applique aux produits originaires ou en provenance de tous les pays.

4. En principe, l'importation des produits indiqués au paragraphe 2 ci-dessus est soumise à des restrictions quantitatives.

5. Le système d'autorisation est imposé par les articles 4.1 1) et 9.1 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La liste des produits soumis à ce contrôle fait l'objet d'un avis d'importation publié au Journal officiel. Le gouvernement peut abroger ce système sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif. (Au sein du gouvernement, le consentement du Ministre de l'agriculture, des forêts et de la pêche (ci-après dénommé le "MAFF"), qui a compétence en ce qui concerne ces produits, est requis.)

Modalités d'application

6. En principe, le système d'autorisation s'applique aux produits originaires ou en provenance de tous les pays.

- I. Les renseignements sur les demandes de parts du contingent d'importation sont publiés dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international. Le volume total du contingent d'importation est publié dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans d'autres publications. Les produits soumis à un contingent d'importation sont classés comme suit:

| Produits | Pays d'origine |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|
| - Harengs, morues, séréoles, maquereaux, sardines, chinchards, balaous, œufs et laitances de morues, et niboshi (petits poissons bouillis et séchés pour l'assaisonnement) vivants, frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure Farines et poudres de harengs, morues, séréoles, maquereaux, sardines, chinchards et balaous | Tous les pays (pays exportateurs) |
| - Coquilles Saint-Jacques, adducteurs de mollusques et crustacés, seiches, calmars et encornets (à l'exclusion des "Mongo ika") Farines de coquilles Saint-Jacques, d'adducteurs de mollusques et crustacés et de seiches, calmars et encornets (à l'exclusion des "Mongo ika") | Tous les pays (pays exportateurs) |
| - Algues marines comestibles et préparations à base d'algues | Tous les pays (pays exportateurs) |

Il n'est pas nécessaire de demander une licence d'importation lorsque la cargaison est estimée à moins de 180 000 yen et n'a pas de valeur commerciale. Dans ce cas, une déclaration est envoyée au bureau de douane, qui délivre une confirmation.

- II. Le volume du contingent est fixé de manière à équilibrer l'offre et la demande intérieures. Pour fixer le volume, le METI doit obtenir le consentement préalable du MAFF, qui est compétent pour les produits visés.

Le volume du contingent d'importation est fixé pour l'année, sur la base des prévisions de l'offre et de la demande intérieures. Une autorisation d'importation est délivrée pour chaque demande présentée par les importateurs.

- III. L'autorisation d'importation est délivrée aux importateurs tels que les commerçants. Les importateurs déposent une demande d'autorisation auprès du METI. Les importateurs peuvent alors importer les marchandises visées après avoir présenté l'autorisation d'importation au bureau de douane.

L'utilisation effective des parts de contingent pour des importations est vérifiée au moyen des relevés d'importations que les importateurs présentent au METI. Les importateurs sont tenus de présenter ces relevés dans le cadre de la procédure de demande de parts de contingent.

En principe, le reliquat non utilisé des attributions n'est pas ajouté au contingent d'une période ultérieure car l'attribution se fait sur la base des prévisions de l'offre et de la demande intérieures. Il peut cependant être ajouté, à titre exceptionnel, au contingent d'une période ultérieure, mais seulement à condition que l'importateur ne soit pas responsable des attributions non utilisées, ou que celles-ci ne soient pas dues à une prohibition imposée dans le pays d'exportation, etc.

-
- IV. Les renseignements sur les modalités d'application sont publiés au moins 21 jours avant la date d'acceptation des demandes.
- V. Le METI examine dans un délai de quatre semaines les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation qu'il reçoit.
- VI. Les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation sont présentées avant la déclaration d'importation. Une fois que l'autorisation d'importation a été délivrée par le METI, l'importateur peut présenter une déclaration d'importation à tout moment, y compris le jour même de la délivrance de l'autorisation.
- VII. Les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
- VIII. Le volume du contingent est fixé de manière à permettre l'importation de la quantité de marchandises nécessaire. Toutefois, lorsque le volume du contingent est inférieur à la quantité totale demandée par les importateurs, il est tenu compte principalement de la capacité de l'importateur, c'est-à-dire du fait qu'il a déjà obtenu des parts de contingent et importé des marchandises dans le passé sur la base d'un certificat d'attribution contingente. Une fraction du contingent peut être attribuée aux nouveaux importateurs, d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes.

Les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation sont examinées au fur et à mesure de leur réception.

IX.-XI. Sans objet.

7. Sans objet.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les conditions requises pour obtenir une autorisation d'importation sont indiquées sur le formulaire de demande. En principe, pour pouvoir demander une autorisation, un importateur doit remplir l'une des trois conditions suivantes:

- 1) il doit avoir déjà obtenu un certificat d'attribution contingente et il doit avoir déjà importé des marchandises sur la base de l'autorisation d'importation;
- 2) il doit avoir reçu une commande d'une association de transformateurs de produits de la mer agréée par l'Office des pêches pour l'obtention de produits à transformer;
- 3) il doit avoir déjà importé des produits alimentaires relevant des chapitres 1 à 4 du Tarif douanier et il doit avoir l'intention d'importer les produits soumis au contingent dans un but précis.

Il n'existe pas de système d'immatriculation des personnes ou entreprises autorisées à importer.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Toute demande de parts du contingent d'importation et d'autorisation d'importation doit être présentée au METI. Un certificat attestant que le requérant satisfait aux critères de demande doit également être présenté.

11. Une autorisation d'importation valide, délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité d'une autorisation d'importation délivrée par le METI est d'une année.

Une demande de prolongation d'une autorisation d'importation peut être adressée au METI.

Une demande de prolongation doit être adressée au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total, et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Les sanctions appliquées à l'importateur en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence sont les suivantes:

Lorsqu'une part de contingent est attribuée à un importateur qui importe les produits concernés de sa propre initiative, ou d'après l'ordre chronologique de dépôt des demandes, aucune part ne sera attribuée l'année suivante si cet importateur a utilisé, sans motif valable, moins de 80% de la part de contingent qui lui a été attribuée.

Lorsqu'une part de contingent est attribuée à un importateur qui importe les produits concernés pour le compte d'autres utilisateurs, la part de contingent attribuée l'année suivante sera limitée au niveau des importations effectives si cet importateur a utilisé, sans motif valable, moins de 80% de la part de contingent qui lui a été attribuée.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

1.2 Produits soumis à une autorisation d'importation

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits de la mer ci-après:

- 1) Animaux marins et leurs préparations
Positions du SH ex 01.06, ex 02.08, ex 02.10, ex 15.04, ex 15.21, 16.01, ex 16.02, ex 23.01, 23.09
- 2) Poissons, crustacés, autres animaux aquatiques et leurs préparations
Positions du SH ex 02.08, ex 02.10, 03.01, 03.02, 03.03, 03.04, 03.05, 03.06, 03.07, 03.09, ex 15.04, 15.06, 16.04, 16.05, ex 21.06, ex 23.01, 23.09
- 3) Produits d'origine animale (animaux marins, poissons, crustacés et mollusques)
Positions du SH 05.04, 05.06, 05.07, 05.08, ex 05.11

-
- 4) Algues marines et leurs préparations
Positions du SH ex 12.12, ex 20.01, ex 20.08, ex 21.03
 - 5) Saumons et truites (saumonées) et leurs préparations
Positions du SH ex 03.01, ex 03.02, ex 03.03, 03.04, ex 03.05, 03.09, ex 16.04
 - 6) Thon rouge (seuls les thons rouges frais et réfrigérés élevés dans l'Atlantique et dans la Méditerranée)
Positions du SH ex 03.02, ex 03.04
 - 7) Thon rouge du sud (seulement frais ou réfrigéré)
Positions du SH ex 03.02, ex 03.04
3. 1) Le système d'autorisation s'applique uniquement aux produits indiqués aux paragraphes 2.1) à 2.4) ci-dessus, lorsqu'ils proviennent des eaux extraterritoriales du Japon (sauf lorsqu'il s'agit de produits expédiés à partir de ports étrangers et de produits importés par des bateaux de pêche partis du territoire japonais et n'ayant pas transbordé les marchandises depuis des bateaux de pêche partis de lieux situés hors du territoire japonais).
 - 2) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués au paragraphe 2.6) lorsqu'ils proviennent de la République populaire de Chine, de la Corée du Nord et du Taipei chinois.
 - 3) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués au paragraphe 2.7) lorsqu'ils proviennent de pays non membres de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) (s'il s'agit des pays d'origine).
 - 4) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués au paragraphe 2.8) lorsqu'ils proviennent de pays non membres de la CCSBT.

4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations.

L'objectif des mesures visant les produits indiqués aux paragraphes 2.1) à 2.4) est de faire en sorte que l'exportation vers le Japon de produits pêchés par des pêcheurs étrangers n'affecte pas défavorablement les activités des pêcheurs japonais.

L'objectif des mesures visant les produits indiqués au paragraphe 2.5) est de satisfaire aux obligations découlant de la CITES.

L'objectif des mesures visant les produits indiqués au paragraphe 2.6) est d'observer les dispositions de l'article 66 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives aux principes régissant les stocks de poissons anadromes en fonction de leur provenance.

L'objectif de la restriction visant les produits indiqués au paragraphe 2.7) est d'observer la résolution de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA).

L'objectif des mesures visant les produits indiqués au paragraphe 2.8) est d'observer la résolution de la CCSBT, qui limite l'importation par les pays membres de la CCSBT de thon rouge du sud en provenance de pays non membres.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La liste des produits soumis à ce contrôle fait l'objet d'un avis d'importation publié au Journal officiel. Le gouvernement peut abroger ce système sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif, mais avec le consentement du MAFF qui est compétent pour les produits visés.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ une semaine.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toutes les personnes, entreprises ou institutions qui satisfont aux prescriptions légales sont habilitées à demander et à obtenir une autorisation d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.

Dans le cas des produits indiqués aux paragraphes 2.5) à 2.8), l'importateur doit présenter la confirmation délivrée par l'Office des pêches.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.
12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.
13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.
- Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.
16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.
19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

1.3 Système de documentation des captures

Description succincte du régime

1. Les articles énumérés au paragraphe 2 sont soumis au système japonais de documentation des captures fondé sur la "Loi sur la garantie de la distribution intérieure et de l'importation adéquates d'animaux et de plantes aquatiques spécifiés" et son Règlement d'application afin d'empêcher

l'importation au Japon de produits issus de captures illégales, non déclarées et non réglementées (INN) et de contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour éliminer la pêche INN.

Le système japonais de documentation des captures exige des importateurs qu'ils présentent un certificat de capture (ci-après dénommé "CC") délivré par l'autorité étrangère compétente ainsi que d'autres documents aux douanes japonaises au moment de l'importation. En principe, le système n'exige pas des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalablement à l'importation dans le cadre du régime de licences d'importation. Les organismes publics étrangers chargés de délivrer le CC doivent consulter l'Agence des pêches du Japon, qui relève du MAFF, et notifier les formulaires de CC à l'avance.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Les articles soumis au système japonais de documentation des captures sont énumérés ci-dessous.

| N° du SH | Désignation des marchandises |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ex 03.01 ex 03.02 ex 03.03 ex 03.04 ex 03.05 ex 03.07 ex 16.04 ex 16.05 | Seiches, calmars et encornets, balaous du Pacifique (<i>Cololabis</i> spp.), maquereaux (<i>Scomber</i> spp.), sardines (<i>Sardinops</i> spp.) |

3. Le système s'applique aux produits de toutes provenances.

4. Le système japonais de documentation des captures ne vise pas à limiter la quantité ou la valeur des importations. Il vise à empêcher l'importation au Japon de produits issus de captures INN et à contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour éliminer la pêche INN.

5. Le système japonais de documentation des captures est prescrit par l'article 11 de la Loi sur la garantie de la distribution intérieure et de l'importation adéquates d'animaux et de plantes aquatiques spécifiés, et par l'article 25 du règlement d'application de cette loi. La législation laisse la désignation des produits soumis au système à la discrétion de l'administration.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation des produits.

- a) Les articles soumis au système ne peuvent pas être importés sans un CC délivré par l'autorité étrangère compétente. Un importateur devra obtenir un CC auprès des pouvoirs publics étrangers avant l'importation en tenant compte du délai de traitement par ces services. Les organismes publics étrangers chargés de délivrer le CC doivent consulter l'Agence des pêches du Japon, qui relève du MAFF, et notifier les formulaires de CC à l'avance.
- b) En principe, le système n'exige pas des importateurs qu'ils obtiennent une autorisation préalablement à l'importation dans le cadre du régime de licences d'importation.
- c) Les importateurs peuvent importer à tout moment de l'année lorsqu'un CC délivré par l'autorité étrangère compétente accompagne l'article importé.
- d) Les CC présentés aux fins de l'importation sont vérifiés par les douanes japonaises.

8. En principe, aucune demande n'est rejetée à condition que les modalités a) à d) du point 7 soient respectées.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Les importateurs n'ont aucune condition à remplir pour pouvoir présenter un CC aux douanes japonaises.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Un CC délivré par l'autorité étrangère compétente sera exigé au moment de l'importation. Les importateurs ne doivent payer aucune redevance ou taxe administrative lorsqu'ils présentent le CC.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. En principe, il n'y a pas d'autres conditions pour autant que les procédures a) à d) du point 7 soient respectées.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune formalité administrative préalable.

19. Il n'existe pas de contrôle des changes.

2 PRODUITS AGRICOLES

Description succincte du régime

1. Le régime de contingents tarifaires est établi dans la Loi tarifaire, la Loi sur les mesures tarifaires temporaires, le Décret du Cabinet sur le régime de contingents tarifaires et d'autres textes réglementaires connexes. Les modalités d'application spécifiques indiquées ci-dessous sont énoncées dans le Décret du Cabinet susmentionné.

- 1) Une liste de produits et de leurs volumes contingentaires respectifs est établie et publiée.
- 2) Les requérants souhaitant obtenir des parts de contingent pour certains produits agricoles doivent en faire la demande auprès du MAFF.
- 3) Le MAFF attribue les parts de contingent aux requérants en délivrant des certificats d'attribution contingentaire.
- 4) Les importateurs doivent présenter leurs certificats au Directeur général des douanes quand ils importent ces produits dans le cadre du régime de contingents tarifaires.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. La liste des produits agricoles soumis au régime de contingents tarifaires est reproduite ci-dessous.

| Numéro du tarif | Désignation des produits |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| ex 04.01, ex 04.03, ex 04.04, ex 18.06, ex 19.01, ex 21.01, ex 21.06 | Autres produits laitiers d'utilisation courante |
| ex 04.02 | Lait écrémé en poudre (utilisé à d'autres fins) |
| ex 04.02 | Lait écrémé en poudre (pour le déjeuner dans les écoles) |
| ex 04.02 | Lait concentré non sucré |
| ex 04.04 | Lactosérum concentré minéralisé |
| ex 04.04 | Lactosérum et lactosérum modifié (pour l'alimentation des animaux) |
| ex 04.04 | Préparations de lactosérum (pour l'alimentation des nourrissons) |
| ex 04.05 | Beurre et huile butyrique |
| ex 07.13 | Légumes à cosse secs |
| ex 11.08, ex 19.01 | Amidons et féculs, inuline, et leurs préparations |

| Numéro du tarif | Désignation des produits |
|--------------------|--------------------------------------|
| ex 12.02 | Arachides |
| ex 12.12 | Tubercules d'amorphophalle |
| ex 21.06 | Préparations de graisses comestibles |
| ex 50.01, ex 50.02 | Cocons de vers à soie et soie grège |

3. Le régime de contingents tarifaires s'applique aux produits originaires et provenant de tous les pays, sauf en ce qui concerne les préparations de graisses comestibles, pour lesquelles un contingent spécifique a été attribué à la Nouvelle-Zélande.

4. Le régime de contingents tarifaires a été établi à la suite des Accords du Cycle d'Uruguay et ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Dans le cadre de ce régime, un taux de droit moindre est appliqué à certains produits importés avec un certificat, à concurrence d'un certain volume, et les importations sans certificat sont autorisées au taux hors contingent.

5. Le régime de contingents tarifaires est imposé par les lois et règlements suivants:

- la Loi tarifaire (article 9.2);
- la Loi sur les mesures tarifaires temporaires (article 8.5);
- le Décret du Cabinet sur le régime de contingents tarifaires;
- le Décret-loi du MAFF sur l'administration des contingents tarifaires de divers produits tels que le maïs. Les produits soumis au régime de contingents tarifaires sont indiqués dans le Décret du Cabinet. Le gouvernement ne peut pas abroger ce régime sans l'accord du Législatif.

Modalités d'application

6. En principe, le système d'autorisation s'applique aux produits originaires ou en provenance de tous les pays.

- I. Les renseignements sur la répartition des parts de contingent et les formalités de dépôt des demandes de contingent tarifaire figurent dans le Décret-loi et sont publiés sur le site Web du MAFF, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international. Le volume des contingents et les noms des importateurs auxquels des parts de contingent sont attribuées sont publiés. Il n'existe pas d'exception ni de dérogation aux formalités prescrites.
- II. Le volume des contingents est fixé pour l'année. Il y a quelques cas où le volume des contingents est fixé pour l'année mais où les licences sont délivrées aux importateurs plusieurs fois par an. La plupart des licences délivrées sont valables jusqu'à la fin de l'exercice.
- III. Les certificats d'attribution contingente sont délivrés non seulement aux producteurs nationaux mais aussi aux importateurs et à d'autres personnes. Si les importateurs n'utilisent pas effectivement les parts de contingent qui leur ont été attribuées, les parts qui leur seront attribuées pour une période ultérieure peuvent s'en trouver affectées. Le reliquat non utilisé des parts attribuées n'est pas ajouté au contingent d'une période ultérieure.

Les noms des importateurs auxquels des certificats d'attribution contingente ont été délivrés sont publiés sur le site Web du MAFF, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

- IV. Les renseignements sur les modalités d'application sont publiés au moins 90 jours avant la date d'acceptation des demandes.
- V. Les demandes de parts de contingent tarifaire sont examinées aussi vite que possible, dans un délai maximum de 60 jours à compter de leur réception.
- VI. Les importateurs peuvent déclarer une importation soumise à contingent tarifaire à tout moment à partir de la date de délivrance du certificat d'attribution contingente à condition que les licences soient valides.

- VII. Les demandes de parts de contingent tarifaire sont examinées par un seul organe administratif, à savoir le MAFF.
- VIII. L'attribution des parts de contingent est déterminée de manière à permettre l'importation de la quantité nécessaire de produits. Cependant, lorsque le volume total demandé est supérieur au volume fixé pour l'ensemble du contingent, certains éléments pourraient être pris en compte pour déterminer l'attribution des parts de contingent, comme l'existence d'un plan d'utilisation des produits visés et l'importation et l'utilisation effectives lors de la période précédente. Plusieurs demandes de parts de contingent sont examinées simultanément.
- IX. Des certificats d'attribution contingentaire sont également nécessaires dans le cas des préparations de graisses comestibles, pour lesquelles un contingent spécifique a été établi. Les certificats ne sont pas délivrés automatiquement et les mêmes modalités d'application que pour les autres produits s'appliquent.
- X.-XI. Sans objet.

7. Pour les produits importés hors contingent, un certificat d'attribution contingentaire n'est pas requis et le volume des importations n'est pas limité.

8. Aucune demande n'est rejetée pourvu qu'elle soit conforme aux critères ordinaires.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Seuls les importateurs qualifiés peuvent demander des parts de contingent tarifaire. Les renseignements concernant l'admissibilité des importateurs auxquels des certificats d'attribution contingentaire sont délivrés sont publiés sur le site Web du MAFF, dans le Bulletin officiel du METI et dans le Bulletin du commerce international.

Il n'existe pas de système d'immatriculation des personnes ou des entreprises autorisées à importer dans le cadre du régime de contingents tarifaires.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les renseignements concernant les demandes de parts de contingent tarifaire ont été publiés sur le site Web du MAFF.

11. Les certificats sont exigés lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit de licence ni aucune redevance administrative pour la demande d'une part de contingent tarifaire.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un certificat d'attribution contingentaire.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. En principe, un certificat est valide une année, six mois ou jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire; cette durée est indiquée dans le Décret du Cabinet sur le régime de contingents tarifaires.

15. Si les importateurs n'utilisent pas tout ou partie des parts de contingent attribuées, celles qui leur seront attribuées pour une période ultérieure peuvent s'en trouver affectées.

16. Les certificats d'attribution contingentaire ne sont pas cessibles.

17. La délivrance d'un certificat d'attribution contingentaire n'est pas subordonnée à d'autres conditions.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable en dehors de la délivrance d'un certificat d'attribution contingentaire.

19. Il n'existe pas de formalités concernant les changes.

3 MÉDICAMENTS

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les médicaments et les produits chimiques suivants:

| <u>Position du SH</u> | <u>Désignation des marchandises</u> |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------|
| ex 3002.42 | Vaccin contre la fièvre aphteuse (sauf pour essais cliniques) |

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation sert à la protection de la vie et de la santé des animaux. Une autorisation d'importation est délivrée à toute personne ayant obtenu la permission du MAFF, qui a compétence en ce qui concerne la marchandise susmentionnée.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.

b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.

c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.

d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. L'importateur doit avoir obtenu la permission du Directeur général du Bureau de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la consommation, du Ministère de l'agriculture, des forêts et des pêches, ou avoir été mandaté, par la personne qui a obtenu la permission, pour importer le produit.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs de la demande de licence d'importation doivent être présentés au METI.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

4 POUDRES PROPULSIVES

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les poudres propulsives suivantes:

Position du SH

Désignation des marchandises

36.01

Poudres propulsives, explosifs préparés, mèches de sûreté, etc.

36.02

ex 36.03

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.
4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation existe pour des raisons de sécurité. Une autorisation d'importation est délivrée à toute personne qui a obtenu la permission de fabriquer ou de vendre ces produits.
5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Seule une personne ayant obtenu la permission de fabriquer ou de vendre les produits visés est habilitée à demander une autorisation d'importation.

Pour être habilité à obtenir une autorisation d'importation, il faut remplir l'une des conditions ci-dessus. Il n'existe pas d'autre système d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.
11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.
12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.
13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.
19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

5 PRODUITS NUCLÉAIRES

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits nucléaires suivants:

| <u>Position du SH</u> | <u>Désignation des marchandises</u> |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 26.12 ex 28.44 ex 81.09 ex 84.01 ex 90.30 | Matières nucléaires, combustibles nucléaires, réacteurs nucléaires, instruments et équipements contenant des combustibles nucléaires, destinés à mesurer ou à détecter des radiations ionisantes, tubes de zirconium, etc. |

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.
4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation existe pour des raisons de sécurité. Une autorisation d'importation est délivrée à toute personne qui s'occupe du raffinage, du traitement, de l'installation de réacteurs nucléaires ou du retraitement après avoir obtenu la permission indiquée.
5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.

d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne qui s'occupe du raffinage, du traitement, de l'installation de réacteurs nucléaires ou du retraitement après avoir obtenu la permission indiquée peut demander une autorisation d'importation.

Pour être habilité à obtenir une autorisation d'importation, il faut remplir l'une des conditions ci-dessus. Il n'existe pas d'autre système d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

6 ARMES

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les armes suivantes:

| Position du SH | Désignation des marchandises |
|----------------|-----------------------------------|
| ex 84.11 | Armes, munitions et leurs parties |
| ex 84.12 | |
| 87.10 | |
| ex 88.02 | |
| ex 89.06 | |
| 93.01 | |
| 93.02 | |
| 93.03 | |
| ex 93.04 | |
| ex 93.05 | |
| ex 93.06 | |
| ex 93.07 | |

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation existe pour des raisons de sécurité. Une autorisation d'importation est délivrée à toute personne chargée d'effectuer des importations par des organismes publics nationaux ou locaux ou ayant obtenu la permission de fabriquer ces produits.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne chargée d'effectuer des importations par des organismes publics nationaux ou locaux ou ayant obtenu la permission de fabriquer les produits visés est habilitée à demander une autorisation d'importation.

Pour être habilité à obtenir une autorisation d'importation, il faut remplir l'une des conditions ci-dessus. Il n'existe pas d'autre système d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

7 FAUNE ET FLORE SAUVAGES

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits suivants:

- 1) Animaux et végétaux inscrits à l'annexe I de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (ci-après dénommée la "CITES"), de même que leurs parties et dérivés.
- 2) Animaux et végétaux des espèces énumérées à l'annexe II de la CITES, de même que leurs parties et dérivés (pour les végétaux, uniquement les parties et dérivés spécifiés à l'annexe II).
- 3) Animaux et végétaux des espèces énumérées à l'annexe III de la CITES, de même que leurs parties et dérivés.

3. En principe, le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués aux paragraphes 2.1), 2) et 3) ci-dessus en provenance des membres de la CITES.

4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation est appliqué de manière à mettre en œuvre les dispositions de la CITES.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ une semaine.

b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.

c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.

d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés; en principe, toutefois, aucune autorisation ne sera donnée pour les produits indiqués aux paragraphes 2.2) et 2.3).

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Seuls les importateurs qui traitent avec des musées ou des zoos, ou qui importent des produits à des fins de recherche scientifique, ou des animaux ou des végétaux destinés à la reproduction artificielle à des fins commerciales ou encore des animaux ou des végétaux qui ont été acquis sont habilités à demander une autorisation d'importation.

Pour être habilité à demander une autorisation d'importation, il faut remplir l'une des conditions ci-dessus. Il n'existe pas d'autre système d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI et le permis d'exportation CITES de l'exportateur sont exigés lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative pour la demande d'autorisation d'importation délivrée par le METI.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'une autorisation d'importation par le METI.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. En principe, la période de validité d'un certificat est de six mois.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. Pour la délivrance d'une licence, il faut en outre, lors de la déclaration au bureau de douane, présenter aux autorités douanières l'original du permis d'exportation ou du certificat de réexportation.

Autres formalités

18. Les importations ne sont assujetties à aucune autre formalité administrative préalable, en dehors de la délivrance d'une autorisation d'importation délivrée par le METI.

19. Il n'existe pas de formalités concernant les changes.

8 SUBSTANCES QUI APPAUVRISSENT LA COUCHE D'OZONE, CERTAINS DÉCHETS DANGEREUX, DÉCHETS, RÉSIDUS D'ARMES CHIMIQUES

8.1 Produits soumis à un contingent d'importation

Description succincte du régime

1. Le Ministre de l'économie, du commerce et de l'industrie (ci-après dénommé le "METI") établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles un contingent d'importation doit être attribué, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Les importateurs des produits figurant sur la liste doivent obtenir l'autorisation de les importer auprès du METI, conformément à l'article 4 du Décret. L'autorisation d'importation n'est accordée que lorsque les importateurs ont demandé et obtenu des parts de contingent, conformément à l'article 9 du Décret.

Le METI publie la liste des produits soumis à un contingent d'importation dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les substances réglementées indiquées dans les annexes suivantes du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone: annexe A, groupe I (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances et des substances utilisées pour des travaux en laboratoire et à des fins d'analyse); annexe A, groupe II (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone" et des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances); annexe B (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances et des substances utilisées pour des travaux en laboratoire et à des fins d'analyse); annexe C, groupe I (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone" et des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances); annexe C, groupe II (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances et des substances utilisées pour des travaux en laboratoire et à des fins d'analyse); annexe C, groupe III (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances et des substances utilisées pour des travaux en laboratoire et à des fins d'analyse); annexe E (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances, des substances utilisées pour des travaux en laboratoire et à des fins d'analyse et des substances utilisées pour la mise en quarantaine d'une cargaison à l'exportation ou à l'importation); et annexe F (à l'exclusion des produits soumis à une autorisation d'importation énumérés dans la partie "Substances qui appauvrissent la couche d'ozone", des substances utilisées comme matières premières pour produire d'autres substances).

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

4. En principe, le régime de permis vise à restreindre la quantité des importations. Le système d'autorisation sert à mettre en œuvre les dispositions du Protocole de Montréal. Un certificat d'attribution contingentaire est délivré pour les transactions régies par le traité.

5. Le système d'autorisation est imposé par les articles 4.1 1) et 9.1 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La liste des produits soumis à ce contrôle fait l'objet d'un avis d'importation publié au Journal officiel. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger ce système sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. En principe, le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

I. Les renseignements sur les demandes de parts du contingent d'importation sont publiés dans le Bulletin officiel du METI et dans le Bulletin du commerce international. Le volume total du contingent d'importation n'est pas publié.

Il n'est pas nécessaire de demander une licence d'importation lorsque la cargaison est estimée à moins de 180 000 yen et n'a pas de valeur commerciale. Dans ce cas, une déclaration est envoyée au bureau de douane, qui délivre une confirmation.

II. Le volume du contingent est fixé de manière à mettre en œuvre les dispositions du Protocole. Il est fixé pour l'année. En principe, dans le cadre d'une même procédure, l'importateur présente une seule demande et le certificat d'attribution contingentaire est délivré sur la base de cette demande. Si plusieurs demandes sont présentées, plusieurs certificats peuvent être délivrés sur la base de ces demandes.

III. Les produits soumis à licence font l'objet de restrictions quantitatives afin de mettre en œuvre les dispositions du Protocole. Un certificat d'attribution contingentaire est délivré à toute personne ayant suivi la procédure, conformément aux objectifs du traité.

L'utilisation effective du certificat pour des importations est vérifiée au moyen des relevés d'importations que les importateurs doivent présenter.

En principe, le reliquat non utilisé des attributions n'est pas ajouté au contingent d'une période ultérieure car l'attribution se fait sur la base des prévisions de l'offre et de la demande intérieures. Il peut cependant être ajouté, à titre exceptionnel, mais seulement à condition que l'importateur ne soit pas responsable des attributions non utilisées, ou que celles-ci ne soient pas dues à une prohibition imposée dans le pays d'exportation, etc.

IV. Les renseignements sur les modalités d'application sont publiés au moins 21 jours avant la date d'acceptation des demandes.

V. Le METI examine dans les meilleurs délais les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation qu'il reçoit. Le délai d'examen requis est d'environ trois semaines.

VI. Les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation sont présentées avant la déclaration d'importation. Une fois que l'autorisation d'importation a été délivrée par le METI, l'importateur peut présenter une déclaration d'importation à tout moment, y compris le jour même de la délivrance de l'autorisation.

VII. Les demandes de parts de contingent et les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

VIII. Lorsque les parts de contingent demandées, multipliées par le nombre de demandes, restent dans les limites du contingent global, les demandes de licences peuvent être toutes satisfaites.

IX-XI. Sans objet.

7. Sans objet.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Seule une personne qui effectue des transactions relevant du traité est habilitée à demander une part du contingent d'importation.

Pour être habilité à obtenir une part du contingent, il faut remplir l'une des conditions ci-dessus. Il n'existe pas d'autre système d'immatriculation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Toute demande de parts du contingent d'importation et d'autorisation d'importation doit être présentée au METI. Un certificat attestant que le requérant satisfait aux critères de demande doit également être présenté.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

8.2 Produits soumis à une autorisation d'importation**Description succincte du régime**

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits suivants:

- 1) substances réglementées énumérées dans les annexes A, B, C (groupes I, II et III), D, E et F du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, en provenance de pays non membres du Protocole;

- 2) certains déchets dangereux mentionnés à l'article 2.1 de la Loi sur le contrôle des importations et des exportations de certains déchets dangereux et d'autres déchets;
 - 3) déchets mentionnés à l'article 2.1 de la Loi sur la gestion des déchets et l'assainissement (à l'exclusion des déchets produits par la navigation aérienne ou maritime relevant de l'article 4.2 et des déchets transportés par des personnes qui entrent au Japon);
 - 4) certains produits mentionnés à l'article 2.3 de la Loi sur l'interdiction des armes chimiques et dans son règlement d'application;
 - 5) les substances chimiques mentionnées à l'article 2.5 de la Loi sur l'interdiction des armes chimiques et dans son règlement d'application.
3. 1) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués au paragraphe 2.1) ci-dessus en provenance de tous les pays, à l'exclusion des pays membres du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone.
 - 2) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués aux paragraphes 2.2) à 2.4) en provenance de tous les pays.
 - 3) Le système d'autorisation s'applique aux produits indiqués au paragraphe 2.5) en provenance de tous les pays, à l'exception des pays membres de la Convention sur les armes chimiques.
4. Le système d'autorisation ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Il sert à mettre en œuvre les dispositions du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, de la Loi sur l'élimination des déchets et l'assainissement, et de la Loi sur l'interdiction des armes chimiques et la réglementation de certains produits chimiques.
5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés; en principe, toutefois, aucune autorisation ne sera donnée pour les produits indiqués aux paragraphes 2.1) et 2.5).

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toutes les personnes, entreprises ou institutions qui satisfont aux prescriptions légales sont habilitées à demander et à obtenir une autorisation d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.
11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.
12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.
13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.
16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.
19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

9 BIENS CULTURELS**Description succincte du régime**

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les biens culturels étrangers désignés.
3. Le système d'autorisation s'applique aux biens culturels étrangers désignés en provenance de tous les pays.
4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation sert à mettre en œuvre les dispositions de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, ainsi que de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et de ses deux protocoles.
5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

- 10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

- 14.-17. Sans objet.

Autres formalités

- 18.-19. Sans objet.

10 ALCOOLS

Description succincte du régime

1. Un importateur qui envisage d'importer de l'alcool (d'un titre alcoométrique volumique de 90% ou plus (n° 2207.10 du SH)) à des fins d'essai, de recherche ou d'analyse doit obtenir l'autorisation du METI pour chaque importation.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Un importateur qui envisage d'importer de l'alcool (d'un titre alcoométrique volumique de 90% ou plus (n° 2207.10 du SH)) à des fins d'essai, de recherche ou d'analyse doit obtenir l'autorisation du METI pour chaque importation.
3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.
4. Ce système ne vise pas à réglementer la quantité ou la valeur des importations. La quantité doit cependant être appropriée compte tenu de l'utilisation projetée. Le système d'autorisation vise à permettre à des personnes qui ne sont pas des importateurs agréés d'importer de l'alcool à des fins d'essai, de recherche ou d'analyse. (En principe, un importateur agréé en vertu de l'article 16 de la Loi sur le commerce de l'alcool n'a pas besoin d'autorisation pour importer de l'alcool.)
5. Le METI donne son autorisation conformément à l'article 17 de la Loi sur le commerce de l'alcool. Le système ne laisse pas à l'administration la faculté de choisir les produits soumis à la loi. L'accord du législatif est nécessaire pour abroger le régime de licences.

Modalités d'application

6. Bien qu'il n'y ait pas de contingent d'importation, la quantité d'importations doit être appropriée compte tenu de l'utilisation projetée. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

I. Une demande est présentée selon le formulaire de demande n° 17 figurant dans la Loi sur le commerce de l'alcool, qui a été publiée dans Journal officiel daté du 5 octobre 2000.

II. Il n'y a pas de contingent d'importation.

III.-IV. Aucun système de contingent n'est applicable.

V. Le délai d'examen d'une demande est de deux semaines.

VI. Les importateurs peuvent déclarer leurs importations à tout moment après avoir obtenu une autorisation d'importation, conformément à la Loi sur le commerce de l'alcool.

VII. Seul le METI peut accorder une autorisation.

VIII.-IX. Il n'y a pas de contingent d'importation.

X. Sans objet.

XI. Une autorisation n'est accordée que si l'alcool est importé à des fins d'essai, de recherche ou d'analyse.

7. a) L'importateur doit demander une autorisation d'importation en tenant compte du délai d'examen de la demande, qui est généralement de deux semaines.

b) Une autorisation d'importation est généralement accordée dans un délai de deux semaines. Elle ne peut être accordée immédiatement sur demande.

c) Il n'y a pas de limitation.

d) L'importateur doit s'adresser uniquement au METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires sont respectés. Si la demande est rejetée, les raisons de cette décision doivent être expliquées au requérant. Celui-ci peut aussi demander l'examen de la décision par le METI, conformément à la Loi sur les recours administratifs.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Il n'y a pas de restriction.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande d'autorisation d'importation doit être présentée au METI selon le formulaire de demande n° 17 figurant dans le règlement d'application de la Loi sur le commerce de l'alcool.

11. Une autorisation d'importation valide délivrée par le METI doit être présentée lors de l'importation effective.

12.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. L'autorisation d'importation devrait être accordée pour toutes les importations effectuées à des fins d'essai, de recherche ou d'analyse. Les importateurs d'alcool doivent donc obtenir l'autorisation

du METI pour chaque expédition et cette autorisation n'est valide que pour chaque importation concernée. Il n'y a donc pas de durée de validité.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

11 DIAMANTS BRUTS

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les diamants bruts: position du SH ex 71.02.

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de tous les pays.

4. En principe, le système d'autorisation vise à mettre en œuvre les dispositions du mécanisme de certification du processus de Kimberley et de la Résolution 1343 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.

b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.

c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.

d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Il n'y a aucune restriction.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Toute personne désireuse d'obtenir une autorisation d'importation doit présenter au METI un formulaire de demande accompagné d'un exposé des motifs de sa demande et du certificat du processus de Kimberley.

11. Le certificat du processus de Kimberley (ou une autorisation d'importation valide délivrée par le METI à la demande des douanes) est exigé lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.

13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.

16. Les licences ne sont pas cessibles.

17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.

19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

12 BIENS CULTURELS ENLEVÉS ILLÉGALEMENT D'IRAQ

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les biens culturels qui ont été enlevés illégalement d'Iraq après le 6 août 1990. Positions du SH 97.01, 97.02, 97.03, 97.04, 97.05, 97.06.

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance d'Iraq.

4. En principe, le système d'autorisation vise à mettre en œuvre les dispositions de la Résolution 1483 (2003) du Conseil de sécurité de l'ONU.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. Sans objet.

Autres formalités

18.-19. Sans objet.

13 TOUS LES PRODUITS EN PROVENANCE DE CORÉE DU NORD

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour tous les produits.

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de Corée du Nord.

4. En principe, le système d'autorisation vise à mettre en œuvre les mesures arrêtées par le gouvernement.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. Sans objet.

Autres formalités

18.-19. Sans objet.

14 ARMES ET AUTRES PRODUITS EN PROVENANCE DE LA JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les armes et les autres produits.

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de la Jamahiriya arabe libyenne.

4. En principe, le système d'autorisation vise à exécuter les obligations prévues par la Résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité de l'ONU.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. Sans objet.

Autres formalités

18.-19. Sans objet.

15 CHARBON DE BOIS EN PROVENANCE DE SOMALIE

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour le charbon de bois. Position du SH 44.02.

3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de Somalie.

4. En principe, le système d'autorisation vise à exécuter les obligations prévues par la Résolution 2036 (2012) du Conseil de sécurité de l'ONU.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. Sans objet.

Autres formalités

18.-19. Sans objet.

16 ARMES CHIMIQUES ET AUTRES PRODUITS LIÉS AU PROGRAMME D'ARMES CHIMIQUES ET BIENS CULTURELS ENLEVÉS ILLÉGALEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les produits suivants:

- 1) armes chimiques et autres produits liés au programme d'armes chimiques en Syrie;
- 2) biens culturels enlevés illégalement de la République arabe syrienne après le 15 mars 2011 (positions du SH 97.01, 97.02, 97.03, 97.04, 97.05 et 97.06).
3. Le système d'autorisation s'applique aux produits en provenance de la République arabe syrienne.
4. En principe, le système d'autorisation vise à exécuter les obligations prévues par les Résolutions 2118 (2013) et 2199 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU.
5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

- 10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

- 14.-17. Sans objet.

Autres formalités

- 18.-19. Sans objet.

17 MERCURE ET PRODUITS CONTENANT DU MERCURE AJOUTÉ

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Une autorisation est exigée pour les formes de mercure et produits contenant du mercure ajouté ci-après:

- a) les produits ayant une concentration en mercure d'au moins 95% en poids (produits relevant de la position du SH 2805.40); et
- b) les produits contenant du mercure ajouté figurant à l'Annexe A de la Convention de Minamata sur le mercure.

3. Le système d'autorisation s'applique au mercure expédié par les États non parties à la Convention de Minamata sur le mercure, et aux produits contenant du mercure ajouté figurant à l'Annexe A expédiés par les États parties et non parties à la Convention de Minamata sur le mercure.

4. Le régime de licences ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Le système d'autorisation vise à assurer les fonctions prévues par la Convention de Minamata sur le mercure.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation de mercure.

- a) Le mercure et les produits contenant du mercure ajouté soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ une semaine pour le mercure (qui s'ajoute au délai d'obtention du consentement écrit du pays exportateur) et de 40 jours pour les produits contenant du mercure ajouté.
- b) Il faut du temps pour examiner les demandes; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée d'une manière immédiate lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.

8. Aucune demande n'est rejetée si les critères ordinaires (par exemple délai de présentation de la demande, conditions requises, documents nécessaires) sont respectés.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Il n'y a pas de restriction.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Une demande et un exposé des motifs doivent être présentés au METI.

11. Une autorisation d'importation en vigueur délivrée par le METI est exigée lors de l'importation effective.

12. Il n'est perçu aucun droit ni aucune redevance administrative.
13. Aucun dépôt ni paiement préalable n'est exigé pour la délivrance d'un permis.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Une licence est valable six mois à compter de sa date de délivrance. Le METI peut fixer une durée de validité différente ou prolonger la durée de validité si certaines circonstances l'exigent.

Le requérant doit s'adresser au bureau de douane si la prolongation demandée est inférieure à deux mois au total et au METI si elle est supérieure à deux mois au total.

15. Aucune sanction n'est appliquée en cas de non-utilisation totale ou partielle d'une licence.
16. Les licences ne sont pas cessibles.
17. En principe, la délivrance d'une licence n'est subordonnée à aucune autre condition.

Autres formalités

18. Il n'y a aucune autre formalité administrative à remplir avant l'importation.
19. Il n'y a aucun contrôle des changes.

18 CERTAINS PRODUITS ORIGINAIRES OU EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

18.1 Prohibition à l'importation fondée sur le Décret sur le contrôle du commerce d'importation

Description succincte du régime

1. Le METI établit et publie la liste des marchandises pour lesquelles une autorisation d'importation est exigée, conformément à l'article 3 du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. Toute personne désireuse d'importer des produits figurant sur cette liste est assujettie à une autorisation d'importation, conformément à l'article 4.

Le METI publie la liste des marchandises visées dans le Journal officiel, dans le Bulletin officiel de l'économie, du commerce et de l'industrie et dans le Bulletin du commerce international..

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Des autorisations sont exigées pour divers produits, y compris ceux relevant des chapitres 22, 27, 44, 84 et 87 du SH spécifiés conformément aux lois et réglementations nationales en matière de contrôle des importations (par exemple, les boissons alcooliques, les huiles brutes et les produits du pétrole, le bois de construction et les machines et appareils électriques).

3. En principe, le régime de licences s'applique aux produits originaires ou en provenance de la Fédération de Russie. En ce qui concerne les huiles brutes et les produits du pétrole, il ne s'applique qu'aux produits originaires de la Fédération de Russie.

4. En principe, le régime de licences doit servir à appliquer les mesures décidées par le gouvernement.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 4.1 2) du Décret sur le contrôle du commerce d'importation. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.
 - a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ deux semaines.
 - b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
 - c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
 - d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le METI.
8. En principe, aucune autorisation ne sera accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

- 10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

- 14.-17. Sans objet.

Autres formalités

- 18.-19. Sans objet.

18.2 Prohibition à l'importation fondée sur le Décret sur le régime de change

Description succincte du régime

1. Le Ministère des finances (ci-après dénommé "MOF") choisit les moyens de paiement, les valeurs mobilières ou les métaux précieux pour l'importation desquels les résidents ou non-résidents doivent obtenir une autorisation, via la publication d'un avis au public, afin de se conformer à l'article 8.1 du Décret sur le régime de change. Les personnes visées, souhaitant importer un produit mentionné dans l'avis public susmentionné doivent obtenir l'autorisation du Ministre des finances en suivant les modalités prescrites dans d'autres règlements connexes.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Des autorisations sont requises pour les métaux précieux expédiés après le 1^{er} août 2022 de la Fédération de Russie, notamment les lingots d'or, les pièces d'or qui ne sont pas en circulation, ou tout autre objet dont le matériau principal est l'or, conformément à l'article 6.10 de la Loi sur les changes et le commerce extérieur.
3. Le régime de licences s'applique aux produits en provenance de la Fédération de Russie.
4. En principe, le système d'autorisation vise à mettre en œuvre les mesures arrêtées par le gouvernement.

5. Le système d'autorisation est imposé par l'article 8.1 du Décret sur le régime de change. La législation laisse à l'administration la faculté de choisir les produits à soumettre au régime de licences. Le gouvernement peut abroger le régime sans être tenu d'obtenir l'accord du législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.

7. Il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit.

- a) Les produits soumis à une autorisation d'importation ne peuvent pas être importés sans un certificat à cet effet. L'importateur doit demander une autorisation d'importation avant l'importation en tenant compte d'un délai d'examen d'environ une semaine.
- b) L'examen des demandes nécessite un délai suffisant; par conséquent, une autorisation ne peut pas être accordée immédiatement lors du dépôt de la demande.
- c) Les importateurs peuvent demander une autorisation d'importation à tout moment de l'année.
- d) Les demandes d'autorisation d'importation sont examinées uniquement par le MOF.

8. En principe, aucune autorisation n'est accordée.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Sans objet.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10.-13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14.-17. Sans objet.

Autres formalités

18.-19. Sans objet.
